

Les lieux de la colère

Occuper l'espace pour contester,
de Madrid à Sanaa

Hélène COMBES

David GARIBAY

Camille GOIRAND



KARTHALA

sciencespo.aix

Les lieux de la colère

Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa

Dans bien des capitales, des places majestueuses, chargées d'histoire et de symboles, sont investies par des manifestants : les étudiants de la place Tian-An-Men à Pékin, les Indignés sur la Puerta del Sol à Madrid, les mères de disparus sur la Place de Mai à Buenos Aires, les contestataires sur le Zócalo de Mexico... Cette centralité de l'espace dans la construction de la contestation a été notée par de nombreux observateurs au cours des révoltes arabes et du mouvement Occupy. Or, en dépit de cette apparente évidence du lieu, la dimension spatiale n'a que rarement fait l'objet d'une attention en tant que telle dans la sociologie des mobilisations. Cet ouvrage s'attaque à cet angle mort. Il propose au lecteur de comprendre l'importance des lieux physiques et vécus et leurs effets sur l'action collective en suivant des mobilisations très variées – locales ou nationales-, d'hier ou d'aujourd'hui, de la péninsule arabique à la Bretagne, de New York à la Seine-Saint-Denis, de l'Amazonie péruvienne à Madrid.

Hélène Combes est chargée de recherche au CNRS, rattachée au Centre de recherches internationales (CERI- UMR 7050), Sciences Po.

David Garibay est professeur de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheur à l'UMR Triangle.

Camille Goirand est professeur de science politique à l'université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (Institut des hautes études d'Amérique latine – IHEAL) et chercheur au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS – CNRS UMR 8026).

Ont également contribué à cet ouvrage : Anabi Ahiso-Marino, Martin Baloge, Doris Buu-Sao, Franck Gaudichaud, Marie Laure Geoffray, Stéphanie Guyon, Tudi Kernalegenn, Aurélie Llobet, Julie Metais, Héroïse Nez, Sylvie Ollitrault, Charlotte Pujol, Stéphane Tonnelat.

Collection Questions Transnationales

dirigée par Philippe ALDRIN et Aude SIGNOLES

LES LIEUX DE LA COLÈRE

**OCCUPER L'ESPACE POUR CONTESTER,
DE MADRID À SANAA**

Collection « Questions transnationales »
dirigée par Philippe ALDRIN et Aude SIGNOLES

Des transformations des modes de faire du politique ou des politiques sont à l'œuvre en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans le monde arabe depuis près de trois décennies. Paradoxalement, alors qu'elles surviennent dans des contextes institutionnels et des régimes politiques distincts, ces transformations renvoient *a priori* à des rhétoriques et univers de sens partagés par la plupart des acteurs impliqués. Le succès planétaire apparent de modèles d'action publique (tels que la « gouvernance »), de techniques de gouvernement (comme la « participation ») ou encore de registres de mobilisation (comme l'« altermondialisme ») invite les sciences sociales du politique à questionner empiriquement la réalité et les raisons des similitudes et des interdépendances entre des processus socio-politiques repérés ici et là.

Dans la tradition pluridisciplinaire et comparative de Sciences Po Aix et de son laboratoire, le CHERPA, cette collection entend nourrir ce questionnement en publiant des travaux qui privilégient l'enquête de terrain et se proposent de saisir au concret — c'est-à-dire au plus près des situations et des conflits, des acteurs et de leurs représentations — les dimensions transnationales du politique contemporain.

Comité de lecture

Philippe ALDRIN (CHERPA, Sciences Po Aix), Christian CULAS (Centre Norbert-Élias, EHESS Marseille), Blandine DESTREMAU (IEDES, Paris 1), David GARIBAY (FASSP, Lyon 2), Marie-Emmanuelle POMMEROLLE (CESSP, Paris 1), Antoine ROGER (Centre Émile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux), Vincent ROMANI (CEPESS, UQAM), Jay ROWELL (SAGE, Sciences Po Strasbourg), Aude SIGNOLES (CHERPA, Sciences Po Aix), Céline THIRIOT (LAM, Sciences Po Bordeaux).

Couverture : Photographie de Manuel Palacios (CC BY)

Éditions KARTHALA, 2015

ISBN : 978 2 8111 1537 1

sous la direction de

Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND

Les lieux de la colère

Occuper l'espace pour contester,
de Madrid à Sanaa

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

SCIENCES PO AIX
25, rue Gaston de Saporta
13 625 AIX-EN-PROVENCE

Remerciements

Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND

Cet ouvrage rassemble une partie des communications présentées lors du colloque *S'engager dans les espaces publics : participation politique et engagements multiples* organisé au CERI à Paris les 5 et 6 avril 2012, par les coordinateurs de cet ouvrage, ainsi qu'une contribution au colloque *Penser et observer la contestation*, organisé à l'UAM de Mexico les 3 et 5 novembre 2011.

Ces événements scientifiques ainsi que le présent ouvrage sont le résultat des recherches menées dans le cadre du projet *Processus et acteurs latino-américains de la participation politique-PALAPA*, financé par l'Agence nationale de la recherche, dans le cadre de l'appel à projets Suds sur la période 2008-2012. Le projet était coordonné par Camille Goirand au CERAPS, et rassemblait, autour de deux équipes localisées au CERAPS et à Triangle, des collègues aujourd'hui membres du CERAPS, de Triangle et du CERI, ainsi que des doctorants et des jeunes docteurs. Il a été mené en partenariat avec quatre équipes latino-américaines situées au Mexique (CIESAS-Centro de Investigaciones y estudios superiores en antropología social ; UAM-Universidad Autónoma Metropolitana) et au Brésil (Unicamp-Universidade de Campinas ; UFS-Universidade Federal do Sergipe).

Ce projet avait pour objectif d'observer les continuités et les complémentarités entre différentes modalités de participation politique, de la contestation à la démocratie participative, abordées depuis le niveau local et sur des terrains latino-américains. Les enquêtes ont porté, par exemple, sur les manifestations de rue à Mexico, sur l'étude de dispositifs participatifs et de leurs liens avec les mobilisations partisans à Recife et Aracaju (Brésil), sur le mouvement pour le logement à São-Paulo, ou encore sur la diffusion internationale des modèles participatifs dans le cas du Salvador.

Le colloque organisé au CERI en 2012, puis cet ouvrage, ont été pensés comme des propositions d'échanges, formulées à partir des réflexions auxquelles ces enquêtes nous ont conduits. Aussi le présent ouvrage ne présente-t-il pas directement les recherches issues de ce projet de recherche. Plutôt, il a été conçu comme l'occasion de discuter et approfondir les questionnements rencontrés au cours de ces enquêtes, en les confrontant à d'autres cas et d'autres sociétés. Pour cela, le choix a été

fait de resserrer la problématique autour des mobilisations et, par souci de cohérence, de ne retenir que les contributions du colloque qui abordaient cette thématique et y exploraient les apports d'une approche spatialisée.

Un certain nombre de personnes ont, par leur travail et leur collaboration, rendu possible l'ensemble des recherches financées dans le cadre du projet Palapa, l'organisation du colloque *S'engager dans les espaces publics : participation politique et engagements multiples*, puis la publication de cet ouvrage. Nous remercions vivement les collègues aux postes d'administration, de gestion des projets, de diffusion et de coordination de la recherche. Sans eux, nos travaux de recherches et nos réflexions n'auraient pas pu avoir eu lieu. Nous tenons ainsi à remercier ceux qui ont géré et suivi le projet Palapa dans nos laboratoires respectifs, l'ensemble des équipes administratives et de diffusion de la recherche du CERAPS et de Triangle, et tout particulièrement le travail très efficace de Patrice Prost à l'ENS de Lyon et de Younès Haddadi à l'université Lille 2. Doris Buu-Sao nous a grandement aidés au moment de la préparation et de l'organisation du colloque. Laurent Esserteize a contribué au travail éditorial sur la bibliographie finale¹.

¹ Les directeurs de la collection remercient Christophe Traïni pour l'évaluation d'une première version de ce manuscrit.

Sommaire

Introduction : quand l'espace compte... Spatialiser l'analyse des mobilisations----	9
<i>Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND</i>	
 Première partie – La construction symbolique de la mobilisation par l'espace ----	33
Faire d'un lieu un symbole politique. La photographie engagée sur la place du changement à Sanaa -----	35
<i>Anahi ALVISO-MARINO</i>	
La rue cubaine. Entre répression, médiatisation et transnationalisation -----	71
<i>Marie Laure GEOFFRAY</i>	
L'inscription spatiale d'une grève ouvrière en Bretagne. Le Joint français, Saint-Brieuc, 1972-----	95
<i>Tudi KERNALEGENN</i>	
 Deuxième partie – Des espaces aux identités militantes -----	119
Écologies d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73 -----	121
<i>Franck GAUDICHAUD</i>	
Devenir indien en milieu urbain. Les engagements d'une jeunesse amazonienne au prisme de son ancrage spatial -----	143
<i>Doris BUU-SAO</i>	
De l'espace de travail à l'action collective. Le cas des enseignants du secondaire	169
<i>Aurélien LLOBET</i>	
 Troisième partie – Occuper, contrôler, façonner -----	193
Délibérer en plein air. Analyse spatiale des assemblées des <i>Indignados</i> à Madrid--	193
<i>Héloïse NEZ</i>	
Contrôler le débat militant en section. L'organisation spatiale des réunions au Parti socialiste en France -----	217
<i>Martin BALOGÉ</i>	
La carrière d'un interstice urbain à New York. Deux rôles distincts de l'espace dans les mobilisations autour d'un projet d'aménagement -----	241
<i>Stéphane TONNELAT</i>	

Quatrième partie – Les mobilisations en mouvement -----	265
Trajectoires socio-spatiales à l'heure de la mondialisation. Les bénévoles de Greepeace et les agriculteurs biologiques en Bretagne-----	267
<i>Sylvie OLLITRAULT</i>	
Du syndicat au village, du <i>Zócalo</i> à la Sierra. Instituteurs en lutte à Oaxaca (Mexique)-----	295
<i>Julie MÉTAIS</i>	
Les mobilisations de chômeurs de Rosario (Argentine). Une citoyenneté en mouvement -----	323
<i>Charlotte PUJOL</i>	
L'engagement dans les associations amérindiennes et <i>business</i> de Guyane. Ancrage local de la participation, relation clientélaire et politisation-----	347
<i>Stéphanie GUYON</i>	
 Bibliographie -----	 367
Les auteurs -----	397

Introduction

Quand l'espace compte... spatialiser l'analyse des mobilisations¹

Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND

« L'espace est un concept complexe du point de vue sémantique ; il a des significations multiples autant dans le langage ordinaire que dans son usage par les géographes et les spécialistes d'autres sciences sociales. Pour cette raison, la simple affirmation pleine de bon sens de 'prendre l'espace au sérieux' est dans la pratique assez peu claire ».

(Senell, 2001 : 52)

Place Tahrir au Caire, place de la Kasbah à Tunis, place Taghyir à Sanaa, place de la Perle à Manama, place Al-Chajara à Benghazi, la place verte à Tripoli, etc. Les révolutions arabes ont fait de ces « places ordinaires [des] lieux extraordinaires »². « Dans l'ensemble des soulèvements tunisien, égyptien, bahreïni, libyen et yéménite, l'ensemble [des] dynamiques converge au sein de l'espace concret du campement, autorisant à interpréter ce mode d'action comme un efficace opérateur d'extension de la mobilisation. La place Tahrir au Caire en est l'illustration la plus éloquente : la « révolution égyptienne » y prend symboliquement corps et son destin tout entier y semble suspendu » (Bennani-Chraïbi, Fillicule, 2012 : 788-9).

Bien des capitales ont ainsi des places majestueuses, chargées d'histoire et de symboles qui, lors d'une contestation, d'un mouvement social ou d'une révolution, sont investies par les contestataires : les Indignés qui occupent la Puerta del Sol à Madrid, les mères de disparus qui manifestent sur la Place de Mai à Buenos Aires, le Zócalo de Mexico toujours coloré de campements contestataires ou de banderoles (Combes, 2010) et bien sûr Tian-An-Men à Pékin. Cette centralité de l'espace dans la construction de

¹ Le titre de cette introduction s'inspire de celui d'un article de Valérie Bunce sur les transitions démocratiques (Bunce, 2000).

² Nous reprenons ici le titre de l'ouvrage de Clara Irazábal sur l'usage politique des places en Amérique latine (Irazábal, 2008).

la contestation a été notée par de nombreux observateurs, notamment les journalistes, au cours des récentes révoltes arabes et du mouvement *Occupy*³. Or, en dépit de cette apparente évidence du lieu, la dimension spatiale a rarement fait l'objet d'une attention en tant que telle dans la sociologie des mobilisations collectives. Ainsi Choukri Hmed regrette-t-il que « la dimension spatiale de l'action collective reste encore aujourd'hui une perspective largement inexplorée par la plupart des chercheurs » (Hmed, 2008 : 145) et invite à faire de la « dimension spatiale et située » des mouvements sociaux « un véritable outil d'analyse, conceptualisé et problématisé » (Hmed, 2009 : 223). William H. Sewell estime, quant à lui, que, du côté de la majorité des politistes et analystes de l'action collective, l'« espace est perçu comme un contexte implicite et non problématique, et pas comme un élément constitutif des mouvements de contestation méritant d'être conceptualisé en tant que tel et étudié systématiquement » (Sewell, 2001 : 51-52)⁴. Cette introduction entend revenir sur ce paradoxe.

Une énigme est donc au cœur de cet ouvrage : d'un côté, la forte visibilité des mobilisations par l'espace physique qu'elles occupent et, de l'autre, le faible intérêt des effets de ces espaces sur les mobilisations dans les ouvrages académiques. À ce titre, une révision des travaux novateurs de la sociologie des mouvements sociaux dans le contexte de la France des années 1990 (Favre, 1990 ; Fillieule, 1997 ; Siméant, 1997, etc.) est éloquent. Bien que portant sur les manifestations, des mobilisations très ancrées dans des lieux physiques *via* notamment des occupations ou des grèves de la faim, ces travaux n'y traitent pas la question spatiale, ils ne la pensent pas. Elle ne rentrait pas dans les débats du moment. En effet, les analyses ont pu s'intéresser à l'ancrage des mobilisations dans une histoire donnée, aux contextes nationaux qui les façonnent, à leur articulation avec d'autres contestations ou leur développement dans différentes arènes, à la construction de la cause défendue, aux formes prises pour susciter une attention médiatique ou encore aux caractéristiques sociales et militantes des personnes impliquées dans l'action. La sociologie de l'action collective a été tellement prolixe, depuis trente ans, que nous pourrions poursuivre ainsi cet inventaire à la Prévert⁵. Néanmoins, un constat s'impose : le plus souvent, dans cette immense littérature, l'espace physique où se déroule la

³ Ces événements ont aussi donné lieu à la publication de très nombreux collectifs « académico-militants » qui occupent parfois un rayon spécifique, intitulé « *Occupy* », dans certaines librairies américaines. Par exemple : Byrne, 2012.

⁴ La traduction française est celle proposée par Javier Auyero (Auyero, 2005 : 124).

⁵ Voir les ouvrages de synthèse sur la question : Céfai, 2007 ; Fillieule, Agrikoliansky, Sommier, 2010 ; Fillieule, Mathieu, Péchu, 2009.

mobilitation est vu comme un simple décor d'une action. Au mieux, il sert à décrire, voire donne son nom ou sa visibilité à la mobilisation, comme dans le cas des places évoquées plus haut. Il constitue le plus souvent un impensé sociologique. Cet ouvrage s'attaque à cet angle mort. Il ne s'agit pas pour autant d'inverser la perspective en faisant de l'espace le facteur déterminant d'une mobilisation. Prolongeant l'invitation de W. Sewell à travers des études de cas sur des terrains variés, il propose de se situer dans une perspective dynamique dans laquelle l'espace est analysé comme l'une des dimensions des mobilisations, en interaction et en dépendance avec d'autres.

Malgré ce constat d'une faible prise en compte de l'espace, il nous paraît important de dresser un bilan des travaux qui y ont porté un intérêt. La discussion engagée dans la présente introduction entend d'abord revenir sur la manière dont les sciences sociales se sont inspirées, pour l'étude de la dimension spatiale, des définitions et des réflexions utilisées par des géographes. Ce point nous conduira ensuite à définir ce que signifie aborder l'espace dans la sociologie des mobilisations collectives, avant de présenter l'originalité des contributions rassemblées dans cet ouvrage.

L'espace dans les sciences sociales : l'inspiration géographique

Il n'est pas surprenant que l'intérêt pour l'espace dans l'analyse des mobilisations soit important chez les géographes, ainsi que parmi les spécialistes d'urbanisme. Dans ces champs disciplinaires, des recherches ont pris pour objet les mobilisations collectives, en les abordant depuis leurs dimensions spatiales (Miller, 2000 ; Miller, 2010 ; Nicolls, Miller, Beaumont, 2013). En revanche, il est étonnant que le dialogue entre différentes sciences sociales sur cette question soit resté faible, et que l'intérêt porté par certains géographes aux dimensions spatiales des mobilisations n'ait pas nourri les analyses de ces questions en sociologie politique. Les habituels découpages disciplinaires ne permettent pas à eux seuls d'expliquer cette relative indifférence. L'écart est particulièrement intrigant en France, où s'est opéré depuis la fin des années 1980 un véritable renouvellement épistémologique et méthodologique de la science politique par la revendication de son plein ancrage dans les sciences sociales, et son ouverture à d'autres champs disciplinaires. Si la sociologie, l'anthropologie et l'histoire ont constitué pour la science politique autant de sources pour approfondir des questionnements, des méthodes, des

approches, voire des terrains d'enquête, la géographie ne semble pas avoir constitué un domaine d'inspiration.

Pourtant, pour certaines questions abordées en science politique, la dimension spatiale pourrait aussi s'imposer comme une évidence, par exemple pour les approches localisées. Il est ainsi symptomatique que, alors qu'ils cherchaient à comprendre le niveau local pour lui-même, des politistes aient fait un détour par la géographie. Dans leur défense de l'analyse localisée du politique, Frédéric Sawicki et Jean-Louis Briquet (Sawicki, Briquet, 1989) ont proposé ainsi une définition de l'espace local inspirée directement de travaux de géographes (Auriac, Brunet, 1986 ; Lévy, 1989) et considéré que l'espace local recouvre à la fois l'espace au sens concret du terme, les pratiques politiques et sociales qui s'y déroulent et le sens symbolique qui lui est donné. Ils concluent que si le local peut être analysé de manière autonome par rapport au centre, il n'est pas, pour autant, donné pour lui-même. Pourtant, si elle prend en compte une définition inspirée par des géographes, leur démarche consistait alors à valoriser un niveau, ou échelon, d'action politique particulier, et pas à intégrer à leur analyse une dimension spatiale en tant que telle. Cette dernière n'a été interrogée que récemment par ceux qui se sont intéressés à des questions où le contenu spatial est central, comme les politiques de logement ou le comportement électoral⁶.

S'il existe peu de liens entre science politique et géographie, ce n'est pas le cas avec d'autres sciences sociales. De façon générale, certains auteurs notent l'existence d'un '*spatial turn*' en sciences sociales depuis les années 1990, ce terme désignant la propension grandissante des chercheurs à prêter attention aux dimensions spatiales. Si le « tournant spatial » semble avoir largement irrigué d'autres sciences sociales, et pas seulement l'histoire (Torre, 2008 ; Warf, Arias, 2009), des chercheurs travaillant aux lisières de différentes disciplines regrettent néanmoins le peu de croisements qui peut exister entre elles – comme le font Sylvie Tissot et Fabrice Ripoll à propos du faible dialogue entre sociologie et géographie (Ripoll, Tissot, 2010). La science politique, quant à elle, n'a participé que de manière périphérique à cette évolution. Sur les dimensions spatiales des mobilisations, il semble

⁶ La dimension écologique du vote, pourtant fortement prégnante dans les études pionnières sur le comportement électoral, n'a été revisitée que récemment. Voir par exemple Braconnier, Dormagen, 2007. Cette dimension a fait l'objet de débats importants, comme en témoignent les discussions, intervenues à l'occasion des élections présidentielles françaises de 2012, autour du « gradient d'urbanité », qui met en relation le comportement électoral et la distance des électeurs au centre-ville.

ainsi exister davantage de travaux de géographes que de sociologues ou de politistes⁷.

Plusieurs pistes méritent d'être explorées pour expliquer ce manque. La première est l'absence de définition unique du concept d'espace en géographie. La seconde tient au fait que l'auteur qui a sans doute le plus marqué et renouvelé la réflexion sur l'espace en France est Henri Lefebvre (Lefebvre, 1974). Or, l'inscription de la science politique dans les sciences sociales s'est produite à un moment où les travaux d'inspiration marxiste étaient largement marginalisés, voire ignorés, y compris ceux qui s'inscrivaient avec le plus de clarté dans une démarche de sociologie critique. Aujourd'hui, les travaux d'Henri Lefebvre sont peu discutés dans l'hexagone, hormis par des philosophes. Comme souvent pour les penseurs marxistes, leur apport est injustement réduit à une vision purement déterministe. Elle se résume, pour la question qui nous occupe ici, à la formule selon laquelle l'espace serait « la projection au sol des rapports sociaux ». Or, si Henri Lefebvre comprend l'espace comme un lieu d'expression des contradictions de la société capitaliste, c'est par la combinaison d'un espace « abstrait », fait de perceptions, d'idéologies, de représentations et d'un espace « social » ou « concret » de l'activité économique et de la régulation sociale⁸. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, le renouvellement de la géographie critique, qui a appliqué les interrogations sur l'espace à l'analyse des mobilisations, s'est directement inspiré, en les rediscutant, des travaux d'Henri Lefebvre⁹.

Il serait erroné, toutefois, de considérer que seule la géographie s'est intéressée à la dimension spatiale des interactions sociales. Différents courants de la sociologie ont pris en compte depuis longtemps les configurations spatiales des espaces urbains pour y observer les interactions sociales. C'est le cas, par exemple, de l'école de Chicago qui, dès les années 1930, a souligné l'importance de la territorialité et de la différenciation des espaces dans les activités sociales. La ville a ainsi été approchée dans sa configuration spatiale, et sa cartographie a appuyé une analyse empirique de la morphologie des quartiers et mis en valeur la

⁷ Plusieurs collègues géographes ont participé au colloque qui a donné lieu au présent ouvrage. On trouvera leurs chapitres dans ce volume. Pour une analyse géographique de la question de l'espace dans l'analyse des mouvements sociaux, voir les travaux de Fabrice Ripoll (Ripoll, 2005 ; Ripoll 2008).

⁸ Pour une discussion de ses travaux, voir le numéro « Actualité d'Henri Lefebvre », *Espaces et sociétés*, 76 (2), 1994.

⁹ Voir aussi l'usage très fécond de ses travaux fait par l'anthropologie de la violence. Pour un état des lieux de cette littérature émergente, voir Colombo, Schindel 2014.

distribution spatiale des activités sociales (Grafmeyer, Joseph, 1979). Dans *Street Corner Society*, publié en 1943, William Foote Whyte, distingue par exemple les « gars de la rue » et les « gars de la fac », situant toujours ses observations dans des lieux précis, tels que le club de bowling, le foyer socio-éducatif ou encore les salles où se tenaient les meetings de campagne électorale (Foote Whyte, 1995).

Plus tard, Norbert Élias a appuyé ses travaux relatifs aux « logiques de l'exclusion » sur une observation de l'organisation spatiale du quartier de Winston Parva et des représentations sociales des espaces dans lesquelles s'ancrent les pratiques de ségrégation (Élias, 1997, éd. originale 1965). Bien plus récemment, William Julius Wilson, dans ses travaux sur les ghettos et la « dislocation sociale de la ville », a mis en valeur les effets de la concentration spatiale et de « l'isolement social » sur les modes de vie, et sur les comportements des groupes sociaux défavorisés aux États-Unis (Wilson, 1994). Enfin, rappelons qu'au début des années 1990, Pierre Bourdieu soulignait combien les souffrances individuelles peuvent être suscitées par la « confrontation directe des différences » entre des groupes sociaux amenés à entrer en collision sur différents lieux où ils se croisent, lieux de résidence ou lieux de travail. C'est en ces lieux concrets que les individus éprouvent l'effet des « interactions sociales à l'intérieur de ces microcosmes sociaux, bureau, atelier, petite entreprise, voisinage » (Bourdieu, 1993 : 15-6).

Les analystes de l'action collective n'ont pas toujours négligé la dimension spatiale des comportements sociaux et l'ancrage des conflits dans des lieux. Roger Gould, à propos de la Commune de Paris, montre comment les réseaux de la mobilisation s'appuient sur des liens sociaux informels, très territorialisés dans certains quartiers de la capitale. Davantage tissés sur les lieux d'habitation qu'issus du partage d'un métier ou d'une condition de travail, ces liens, qui sous-tendent une solidarité très localisée avec les insurgés, nourrissent la mobilisation, expliquant son développement dans certains quartiers et ses limites dans d'autres (Gould, 1991 ; Gould 1995). Autre exemple : à la fin des années 1970, dans les plantations de canne à sucre de l'intérieur du Nordeste brésilien, chaque phase du cycle de grèves a occasionné une mobilité de nature différente pour les ouvriers agricoles observés par Lygia Sigaud : convergence des groupes vers les lieux des assemblées syndicales, participation à des manifestations de rue dans les villes moyennes, ou encore déplacement des dirigeants syndicaux vers la capitale de l'État fédéré à l'occasion des négociations avec les employeurs (Sigaud, 2009). Enfin, d'autres travaux ont montré en quoi les configurations spatiales de la production peuvent avoir des effets sur les

mobilisations. Dans *Retour sur la condition ouvrière*, Stéphane Beaud et Michel Pialoux mettent en relation ce qui se joue dans l'espace de l'atelier, sous l'impulsion des nouvelles techniques de management, et ce qui se joue dans d'autres espaces à la fois géographiques et sociaux, le quartier d'habitation, l'école. La reconfiguration de l'organisation spatiale des ateliers, l'isolement physique des ouvriers syndiqués, modifient le rapport au collectif de travail et contribue à la « déstructuration du groupe ouvrier », laquelle est également alimentée par l'affaiblissement des solidarités territoriales (Beaud, Pialoux, 1999). Pour l'observation et l'explication de l'action collective, les interactions existant entre espace physique et comportements sociaux méritent donc d'être explorées plus avant.

Ces pistes, souvent ouvertes, ont encore été peu suivies. Surtout, elles n'ont pas fait l'objet d'une systématisation théorique et conceptuelle dans le domaine qui nous occupe ici. Si la dimension spatiale n'est pas absente des observations de terrain en sciences sociales, elle n'a pas constitué une dimension centrale investie par les spécialistes de l'action collective, et peu de travaux proposent une synthèse sur cette question (Hmed, 2009, Auyero, 2005). En effet, dans un contexte où la production académique sur les mobilisations connaît une forme de routinisation, produite par la banalisation de questionnements et d'approches autrefois innovants, l'« espace matériel de la mobilisation » continue à être considéré comme l'une des « pistes empiriques particulièrement fécondes à explorer » (Combes, Hmed, Siméant, Sommier, 2011 : 21).

Depuis quelques années, on observe un renouveau de l'intérêt pour la dimension spatiale des mobilisations. Dans la littérature francophone, des réflexions riches et productives ont été ouvertes en sociologie politique, notamment à la suite des travaux de Choukri Hmed. C'est le cas, par exemple, des recherches menées récemment par Marie Laure Geoffray (2012), Sylvie Ollitrault (2012) ou Pascale Dufour (2013). Les récentes publications sur les révolutions arabes vont aussi dans le sens d'un intérêt plus marqué sur les effets de l'espace sur la mobilisation (Allal, Pierret, 2013). Néanmoins, malgré ce nouvel intérêt, la prise en compte de l'espace pour l'analyse de l'action collective reste à la fois très hétérogène, éclatée et éparse. C'est pourtant une question qui mérite d'être mise à l'agenda des études politistes de l'engagement et de l'action contestataire puisque tout mouvement social est situé, non seulement des points de vue historique, social ou politique, mais aussi du point de vue géographique et spatial.

De quoi parle-t-on ?

La difficulté de l'emploi du terme « espace », de manière générale, réside dans le fait qu'il renvoie à deux aspects, contradictoires au premier abord, le premier indéfini et subjectif, le second au contraire borné et objectivement mesurable. Dans sa première acception, il s'agit d'un « milieu idéal indéfini, dans lequel se situe l'ensemble de nos perceptions et qui contient tous les objets existants ou concevables »¹⁰. Dans la seconde, ce terme désigne une distance ou une surface, éventuellement à plusieurs dimensions, déterminée par des points, des objets, des limitations, et par conséquent mesurable. Le recours à ce terme dans la sociologie des mobilisations reproduit, justement, cette double acception.

D'une part, il est utilisé pour désigner un 'univers' ou un 'secteur', au sens métaphorique, constitué par les acteurs de la mobilisation. Comme ces derniers partagent un certain nombre de propriétés sociales, de comportements, de valeurs, de positionnements, qui les différencient ensemble d'autres acteurs, il est ainsi possible de définir un espace des mouvements sociaux. Le recours à ce terme repose bien entendu sur une compréhension de la réalité sociale comme étant le fait d'une multitude de sous-ensembles, de microcosmes, de domaines de pratiques différenciées ayant leur propre logique (Lahire, 2012). Lilian Mathieu propose ainsi de comprendre l'« espace des mouvements sociaux (...) comme un domaine de pratique et de sens particulier au sein duquel les multiples phénomènes contestataires occupent des positions différenciées et sont unis par des rapports d'interdépendance divers et évolutifs » (Mathieu, 2012 : 25). Cette notion englobe dès lors des acteurs divers, ni partis politiques, ni syndicats, et qui participent à la contestation sociale. Laure Bereni a appliqué ce terme de façon différente aux mobilisations féministes en proposant l'idée de l'existence d'un « espace de la cause des femmes », comme « une configuration des sites de mobilisation pour la cause des femmes dans une pluralité de sphères sociales » (Bereni, 2012 : 28). L'auteure part ici du constat de l'hétérogénéité des acteurs contestataires qui partagent une cause donnée. Leur proximité, qui repose sur des formes d'auto-reconnaissance mutuelles, permet d'affirmer une autonomie de l'espace de la cause, même quand il est faiblement unifié et ne fait mouvement vers une même direction qu'en des circonstances très spécifiques¹¹.

¹⁰ Selon la définition du *Trésor informatisé de la langue française*, <http://atilf.atilf.fr/>

¹¹ C'est dans un sens assez proche que Mayer Zald et John McCarthy entendent la notion de « secteur de mouvement social », qui désigne l'ensemble des organisations, adhérents, sympathisants qui se mobilisent sur une cause (McCarthy, Zald, 1977).

D'autre part, le terme est utilisé par d'autres auteurs au sens physique, pour rendre compte du lieu géographique où se déploient les mobilisations (Miller, Walter, 2013), à partir d'une considération assez banale, à laquelle cet ouvrage se réfère : toute mobilisation se constitue, se déploie dans, voire s'empare d'un espace territorial précis, compris ici dans sa matérialité géographique. Il suffit de rappeler que, pour les groupes contestataires, la présence dans l'espace public et l'occupation de cet espace sont consubstantielles à la visibilité de la mobilisation. L'action collective suppose la présence plus ou moins prolongée dans des espaces publics précis, détournés de leur usage habituel le temps de la mobilisation (par exemple Low, 2000 ; Wildner, 2005). Lorsque la mobilisation est récurrente, les lieux de déploiement de ces manifestations peuvent prendre une dimension symbolique forte, représentant par métonymie le mouvement social lui-même. En France, et particulièrement à Paris, les lieux des manifestations sont associés à une symbolique particulière, la gauche défilant de la Place de la République à la Place de la Nation, en passant par la Bastille ; la droite investissant davantage les Champs Élysées ou l'esplanade des Invalides (Tartakowsky, 2010).

Par ailleurs, dans son lien avec l'expérience vécue par les acteurs, l'espace se différencie des lieux, des territoires et du local, en même temps que ses usages relèvent de mobilités, dessinent des configurations ou font émerger des dynamiques. Pour le chercheur, il est possible de saisir l'espace à travers l'observation des « lieux pratiqués » (de Certeau, 1990), c'est-à-dire les lieux physiques où les individus et les groupes mènent une action collective en leur conférant un sens et les inscrivent dans une relation de pouvoir.

Ainsi l'espace constitue-t-il un produit de pratiques, d'échanges et d'interactions sociaux observables dans un lieu concret et identifiable. Depuis le Zócalo de Mexico jusqu'à la Place du Changement à Sanaa au Yémen, les lieux occupés par des groupes d'opposants deviennent ainsi des « espaces contestataires » quand les pratiques qu'ils mettent en œuvre les érigent en symboles politiques de la contestation, quand ils se les approprient en dressant des tentes, en tendant des banderoles ou en y diffusant des slogans. Dans cet ouvrage, le chapitre d'Anahi Alviso sur Sanaa montre comment ce symbole est en grande partie construit par les artistes. Dans la même perspective, le territoire peut être considéré comme un espace socialement construit, qui émerge de délimitations tracées par des frontières, d'abord physiques, mais qui revêtent ensuite un sens social, lui-même ici construit par des pratiques. Également dans cet ouvrage, Stéphanie Guyon souligne à quel point le contrat de ville à Saint-Laurent

de Maroni, en Guyane, a structuré un territoire, mais aussi les modes d'action choisis par les acteurs associatifs qui y sont présents. Les mobilisations s'inscrivent dans des espaces socialement délimités, en même temps que les conflits qui les composent construisent les frontières des espaces. Ce faisant, ils territorialisent les mobilisations.

Enfin, c'est depuis le niveau local que le chercheur peut saisir l'espace et y observer des pratiques inscrites dans des lieux physiques précis. Suivant une proposition de Michel Hastings, « nous emploierons soit le terme '*espace*' qui évoque ce qui se crée et se défait, qui incorpore une dimension dynamique, soit le terme '*lieu*' plus statique, géographique, qui localise très précisément » (Hastings, 1991 : 349). L'espace présente une dimension dynamique qui suppose que le chercheur prête attention à sa fluidité et à la transformation de ses usages au gré des conflits et des interactions. De ces dernières, ainsi que de l'architecture physique des lieux et de la mobilité des acteurs naissent des « configurations spatiales », qui changent en fonction des rapports de force entre acteurs et de leurs mouvements.

L'espace, contrainte et ressource des mobilisations

Des configurations spatiales particulières peuvent faciliter l'émergence d'une mobilisation ou d'une organisation collective, alors que d'autres sont au contraire limitatives. Par exemple, la densité de l'habitat, sa proximité ou non avec les lieux de production, les formes de mobilités entre les deux, peuvent être incitatives ou au contraire défavorables à l'action collective. Ou encore, dans la Révolution tunisienne, l'espace devient « une condition de possibilité de la résistance » (Allal, 2012 : 834). Ainsi, Choukri Hmed rappelle-t-il qu'à Tunis « la maîtrise de la topographie et de l'agencement spatial des quartiers », dont ne disposait pas la police, a constitué une ressource stratégique pour les contestataires tunisiens au cours des émeutes et de leurs affrontements avec les forces de l'ordre (Hmed, 2012 : 802).

L'introduction de la dimension spatiale dans l'analyse des mobilisations ne peut se borner à un effort de définition et suppose qu'on la rende opérationnelle. Or, nous nous trouvons ici face à une difficulté particulière. En effet, les travaux les plus significatifs sur cette question ont reposé sur des études de cas ainsi que sur la mise en valeur d'usages et de pratiques particulières de l'espace. Mais ils n'ont pas proposé de cadre d'interprétation généralisable. Les réflexions menées en écho par Charles Tilly (2000) et par William H. Sewell (2001) constituent sur ce point une exception, car ils abordent de front la dimension spatiale dans l'analyse des

mobilisations. William Sewell considère que l'espace constitue une structure sociale qui détermine ou influence l'action collective ; la notion de « structure » étant conçue chez lui à la fois comme un moyen et un résultat de l'action, selon une approche inspirée d'Anthony Giddens (1993). En ce sens, si l'on considère les mobilisations comme issues de la volonté d'un groupe social de renverser un désavantage profondément enraciné, on peut être attentif à l'agencement spatial (« *spatial agency* »), c'est-à-dire aux « manières dont les contraintes spatiales sont retournées à leur avantage dans les luttes politiques et sociales et les manières dont ces luttes peuvent restructurer les sens, les usages et les valeurs stratégiques de l'espace » (Sewell, 2001 : 55). Les groupes qui se mobilisent étant faiblement dotés en ressources par rapport à l'État ou au patronat, ils agissent dans un espace qui leur est imposé. Par conséquent, « les insurgés produisent de l'espace en changeant les sens et les usages stratégiques de leur environnement » (Sewell, 2001 : 56). C'est ainsi que William Sewell identifie des configurations spatiales et leur articulation aux mobilisations. À partir de l'étude détaillée des manifestations à Pékin en 1989 et des actions révolutionnaires à Paris entre 1789 et 1794, William Sewell met en valeur les différenciations entre les espaces, les contraintes imposées par l'espace en terme de durée, proximité ou possibilité de communiquer, les routines spatiales, ou encore le sens donné à des espaces particuliers, la question des échelles et le contrôle du territoire.

De fait, les espaces publics, quand ils font l'objet d'appropriations momentanées par des groupes contestataires deviennent l'enjeu des luttes. Par exemple, dans le cas des barricades montées pour délimiter les territoires contrôlés par les « cordons industriels » à Santiago du Chili en 1973, Franck Gaudichaud montre, dans cet ouvrage, comment la « dualisation des espaces urbains » renvoie à celle du pouvoir. Il s'est aussi agi de marquer un territoire militant, comme lors des contrôles installés aux entrées de la place Tahrir au Caire : « la fouille est tout sauf minutieuse. (...) Les cartes d'identité sont regardées sans être vérifiées. Ce passage remplit plutôt une fonction de socialisation, de frontière, à la fois réelle et symbolique, entre l'extérieur et l'intérieur » (El Chazli, 2012 : 861).

Charles Tilly (2000) procède d'une manière assez proche de celle de William Sewell. Pour lui, l'importance de l'espace dans l'analyse des mobilisations sociales est évidente pour cinq raisons : 1)- toute contestation se déroule dans un espace physique donné qui définit des opportunités et des contraintes ; 2)- la distribution spatiale des acteurs d'une contestation affecte directement les modalités de leur participation ; 3)- les gouvernements jouent un rôle dans la distribution de l'espace, que les

contestataires chercheront éventuellement à modifier ; 4)- la vie politique ordinaire contient des routines (déplacements quotidiens, par exemple) qui ont une charge symbolique par rapport auxquelles les contestataires devront se situer ; 5)- enfin, la contestation transforme la signification particulière de certains lieux ou de certaines pratiques de l'espace.

Pour Charles Tilly l'espace peut être abordé à partir de trois usages, l'espace nu (« *bare space* »), lorsque des variations dans les dimensions spatiales sont utilisées pour interpréter des effets non-spatiaux ; l'espace texturé (« *textured space* »), lorsque des variations dans l'espace sont considérées comme des causes ou comme ayant des effets sur les mobilisations ; enfin, l'espace considéré en terme de lieu (« *place* »), lorsque des interactions entre la localisation, la temporalité et les représentations de l'espace sont considérées comme des causes et comme un effet des mobilisations. Cette approche peut alors s'appliquer à quatre aspects des mobilisations : le contrôle spatial par les organismes de l'État (« *the geography of policing* »), les espaces sûrs (« *safe spaces* »), la revendication et le contrôle des lieux comme enjeu des mobilisations. Cette classification peut renvoyer à deux démarches différentes : d'une part, l'observation des usages de l'espace ; de l'autre, l'identification des enjeux représentés par l'espace dans les mobilisations.

Si les auteurs insistent tous deux sur l'importance de la dimension spatiale dans l'analyse des mobilisations, ils ne cherchent pas à en faire un élément explicatif central. Plutôt, ils identifient des configurations particulières d'usage ou de recours à l'espace dans les mobilisations, par les contestataires et par les autorités. Dans un court article publié en 2006, Charles Tilly propose une liste de quatre critères permettant de définir l'impact d'un événement contestataire (Tilly, 2006). Pour cela, il ouvre son texte par l'observation d'une manifestation d'opposition à la guerre en Irak dans une petite ville d'Alaska. Ici, le « symbolisme et la chorégraphie » dans le cortège, l'agencement de l'espace, l'usage de la topographie urbaine par les différents acteurs (manifestants, police, passants, etc.) sont identifiés par l'auteur comme autant d'indices permettant d'accéder à une explication des interactions politiques et d'évaluer les modalités selon lesquelles se déployait le mouvement social.

Ces tentatives de systématisation ont été prolongées par Deborah Martin et Byron Miller, qui proposent une lecture de la manière dont les principaux courants théoriques des mobilisations ont analysé la place de l'espace (Martin, Miller, 2000 ; Martin, Miller, 2003). Les sociologues inspirés par la sociologie de la mobilisation des ressources ont montré combien l'identification spatiale ou territoriale peut participer à définir les choix

stratégiques des acteurs à l'heure de se joindre à une mobilisation collective. Dans le même esprit, une organisation peut prendre en compte les configurations territoriales d'un espace donné pour orienter la possibilité de recruter des membres, cette configuration pouvant par la suite affecter les orientations, voire les succès, de la mobilisation. Cette analyse est prolongée dans les réflexions sur les cadrages (« *framing* ») construits par les entrepreneurs de mobilisations. Le succès ou l'échec du cadrage donné par une organisation à une mobilisation collective peut être très largement déterminé par les configurations territoriales des espaces. Par exemple, les mobilisations altermondialistes cherchent à montrer l'écart entre, d'un côté, le discours d'ouverture produit par les élites mondiales, de l'autre, des pratiques de négociations fermées à la délibération. Elles y sont parvenues en focalisant l'attention sur la clôture des lieux physiques de ces négociations, avec les barrières et les cordons de police qui protégeaient les sommets du G8.

Les approches qui privilégient les processus politiques prennent en compte les dimensions spatiales comme constituant des opportunités pour la mobilisation. Ainsi, des opportunités politiques comparables, qu'elles soient de type institutionnel ou informel, peuvent-elles avoir des effets différents selon les espaces. Mais davantage qu'un élément explicatif central, la dimension spatiale a plutôt été utilisée comme point de comparaison entre différents cas, d'abord à une échelle nationale (comparaison entre cas nationaux), à un niveau local dans des travaux plus récents (comparaison national/local), et enfin dans certains cas, par la prise en compte des effets d'échelle entre différents niveaux¹², pour expliquer les variations de formes prises par les mobilisations et les résultats qu'elles peuvent avoir.

Observer la dynamique spatiale permet donc de comprendre la diffusion, ou au contraire la limitation, de mobilisations sociales d'un lieu à l'autre. Pourtant, bien que cette dynamique ait été comprise comme constitutive des cycles de protestation, elle n'a pas donné lieu à l'analyse des processus spatiaux de la diffusion de la mobilisation. En effet, les variations diachroniques ont été davantage observées que les dynamiques synchroniques. Par ailleurs, avec Byron Miller, on peut s'étonner de

¹² Deborah Martin et Byron Miller (2000, 2003) citent à ce sujet les travaux d'Herbert Kitschelt qui a comparé les variations spatiales dans le cas de mouvements anti-nucléaires dans quatre démocraties occidentales (Kitschelt, 1986) et ceux de Hanspeter Kriesi sur les variations entre espaces nationaux et locaux pour différencier les États fédéraux et les États unitaires.

l'absence de notions telles que « espaces de protestation », « lieux de protestation » ou encore « paysages de protestation »¹³.

Toutefois, plusieurs chercheurs se réclamant de cette approche ont été attentifs aux configurations locales des mobilisations et à la manière dont les unes sont affectées par les autres¹⁴. D'autres se sont saisis des perspectives ouvertes par les auteurs de *Dynamics of Contention* (McAdam, Tarrow, Tilly, 2001) pour chercher à systématiser les réflexions sur la dimension spatiale des mobilisations. La revue *Mobilization* a ainsi consacré un numéro en 2003 à la question de « *Space, place and contentious politics* ». Après une discussion des termes centraux d'espace (« *space* »), lieu (« *place* ») et échelle (« *scale* »), les auteurs de l'introduction considèrent que « la dimension spatiale du contexte (...) joue un rôle central pour façonner les opérations, les mécanismes et les processus. (...) La spatialité est à la fois le contexte et est constitutive des processus dynamiques de contestation » (Martin, Miller, 2003 : 149). Les auteurs proposent ainsi de prendre en compte la dimension spatiale de trois des mécanismes identifiés dans *Dynamics of Contention* : les dimensions environnementales, cognitives et relationnelles. Pour eux, les dimensions spatiales des pratiques des acteurs mobilisés (les changements dans les manifestations par exemple) peuvent contribuer à modifier la certification (la labellisation des mobilisations) et le « *brokerage* » (intermédiation). Dans sa conclusion de ce dossier, Charles Tilly reconnaît que « si évidemment *Dynamics of contention* a des implications pour le traitement de l'espace et du lieu, le livre n'explique pas clairement ces aspects » (Tilly, 2003 : 221). Charles Tilly propose d'intégrer l'espace à son schéma d'explication, mais seulement comme un aspect particulier de son questionnement.

Cette présentation synthétique renvoie à la perplexité évoquée par William Sewell dans la citation mise en exergue de cette introduction. Car, au-delà de l'évidence, comment rendre la dimension spatiale utile à l'analyse des mobilisations ? Elle n'est heuristique qu'à condition que l'on comprenne l'espace comme l'expression, la cristallisation, le produit de relations

¹³ Lacune comblée par la publication de l'ouvrage récent auquel a participé l'auteur : Nicolls, Miller, Beaumont, 2013.

¹⁴ Par exemple, Doug McAdam (2012) a porté une attention aiguë au contexte local du Mississippi dans l'analyse de la mobilisation pour l'inscription sur les listes électorales par le mouvement des droits civiques, à l'occasion du *Freedom Summer*. Les pages 42 à 50 sur le contexte local sont assez représentatives de la façon dont l'auteur tient compte de cette dimension. La description du contexte lui sert essentiellement à montrer que les jeunes activistes venus des États du nord-est des États-Unis et engagés dans cette mobilisation ne pouvaient pas imaginer la situation locale.

sociales particulières. Pour autant, comment rendre toute sa spécificité à la dimension spatiale des mobilisations ? Par exemple, si l'espace est une ressource, ou une opportunité, ou un enjeu pour des mobilisations sociales, il est alors considéré comme tel au même titre que d'autres ressources, d'autres opportunités, d'autres enjeux. Dans ce cas, la dimension spatiale perd son apport distinctif.

Rendre compte de l'espace comme construction sociale

(Ré)introduire un questionnement sur l'espace n'a de sens qu'à la double condition de définir le concept et de montrer son utilité pour l'analyse des mobilisations. C'est le cas dans la mesure où certains courants de la géographie discutent aujourd'hui l'approche constructiviste et considèrent la dimension spatiale non pas comme le reflet d'une réalité donnée mais comme une construction sociale. Ainsi la géographe américaine Wendy Woldford, dans son travail sur les « paysans sans-terre » au Brésil, analyse-t-elle l'effet des « imaginaires spatiaux » sur le succès ou l'échec de leur mouvement, en fonction des régions. Selon elle, les petits producteurs du Sud et les travailleurs des plantations du Nord-est entretiennent un rapport très différencié à l'espace, avec une incidence sur la nature des liens sociaux et familiaux. Ces variations trouvent des implications dans la réception et le succès du mouvement en fonction des régions (Woldford, 2004 ; Woldford, 2007).

Admettre que l'espace est une construction suppose de reconnaître également que les processus sociaux se déroulent dans un espace donné. Négliger cette dimension spatiale, c'est encourir le risque d'analyser les mobilisations comme si leur environnement spatial ne constituait pour elles qu'un support neutre pour l'action collective. Comme l'affirme Doreen Massey, « alors que les géographes ont appris d'autres disciplines et appliqué leurs connaissances à la compréhension des distributions spatiales, les autres disciplines ont continué à fonctionner généralement comme si le monde fonctionnait, et la société existait, sur une tête d'épingle, dans un monde sans espace, géographiquement indifférencié » (Massey, 1984 : 4). En s'y référant, Choukri Hmed reprend, dans ses travaux sur les mobilisations dans les foyers Sonacotra, une image qui exprime bien l'indifférence au cadre dans lequel se déroule la mobilisation (Hmed, 2008).

Mais Doreen Massey invite à prolonger l'argument. Car « la distribution spatiale et la différenciation géographique peuvent être le résultat de

processus sociaux mais ils affectent aussi la manière dont le processus fonctionne. 'Le spatial' n'est pas seulement un résultat, c'est aussi une partie de l'explication» (Massey, 1984 : 4). En somme, si les géographes doivent reconnaître les causes sociales des configurations spatiales qu'ils étudient, « les autres spécialistes de sciences sociales doivent prendre en compte le fait que les processus qu'ils étudient sont construits, reproduits et modifiés par des processus qui incluent nécessairement de la distance, du mouvement, et de la différenciation spatiale » (Massey, 1984 : 4). Doreen Massey propose un exemple particulièrement éclairant. Elle montre en quoi les évolutions de la répartition spatiale du processus de production capitaliste ont pu constituer un facteur d'explication de l'émergence d'une contestation des travailleurs ou, au contraire, de ses difficultés : l'industrie très fortement concentrée dans de grands établissements, typique du fordisme, facilite la mobilisation ouvrière alors que son éclatement dans de petites unités éclatées, isolées, souvent dispersées, en milieu semi-urbain, plus fréquente à la fin du XX^e siècle, la rend beaucoup plus difficile. Pourtant, les petits villages des charbonnages ou les villes cotonnières, structurés autour de petites unités de production, isolés et entretenant peu de liens entre eux, ont aussi été le lieu de mobilisations radicales. C'est dans l'espace, en réalité, que les rapports sociaux se structurent : « ce n'est pas la forme spatiale en elle-même (ni la distance ou la mobilité) qui ont des effets, mais la forme spatiale d'un type particulier et spécifique de relations sociales et de processus sociaux » (Massey, 1984 : 5).

Le questionnement n'est pas particulièrement original, mais il est indispensable pour permettre l'application de la notion d'espace aux mobilisations. Il conduit à revenir sur la définition du terme pour en comprendre la portée heuristique. L'espace pourrait ainsi se définir par les liens entre, d'une part, une dimension de distance ou de territoire entre deux ou plusieurs points et, d'autre part, l'expérience humaine et sociale de ce lieu, ici la mobilisation. L'espace est ainsi à la fois un lieu et les représentations collectives de ce lieu, les deux dimensions se nourrissant l'une l'autre. Prendre en compte la dimension de l'espace physique oblige à être attentif dans un premier temps à la topographie, à la disposition, à la configuration des lieux particuliers qui sont étudiés. Dans un second temps, le fait que les actions puissent être déployées sur différents lieux, scènes, différents niveaux territoriaux, incite aussi à introduire une dimension scalaire ; dimension pertinente à l'heure d'analyser des mobilisations qui se déploient à différents niveaux territoriaux, et s'adressent à différents interlocuteurs, locaux, régionaux, nationaux, continentaux, internationaux.

La dimension spatiale des mobilisations n'a de sens que dans les rapports qu'elle entretient avec les expériences individuelles et collectives, avec les choix des acteurs mobilisés, avec les opportunités ou les contraintes de ces espaces. Pascale Dufour différencie trois dimensions de l'espace : la mesure, l'échelle et la substance. Pour elle, la mesure de l'espace « saisit la relation dialectique existant entre le ou les territoires et le ou les réseaux. Elle exprime le mode d'appartenance des acteurs soit par un rapport aux frontières du territoire, soit par des liens entre personnes » (Dufour, 2013 : 27). Les échelles sont entendues comme des « pratiques d'échelles par lesquelles les mouvements produisent l'étendue de leurs actions, (ces) pratiques sont marquées par des choix stratégiques, des décisions collectives relevant de compromis internes et d'interactions avec d'autres acteurs » (Dufour, 2013 : 26). Cela permet de comprendre un troisième aspect, la substance, qui, selon une jolie formule, « appréhende le contenu de l'espace, 'ce qui s'y trame' » (Dufour, 2013 : 26). Prendre en compte ces trois dimensions présente l'avantage de ne pas réifier l'espace, qui, loin d'être un décor posé une fois pour toutes, est changeant et construit par les mobilisations des acteurs.

Quelques propositions pour aborder la dimension spatiale des mobilisations

En ce sens, davantage qu'à un questionnement théorique donné, c'est sans doute à un triple tournant méthodologique que l'on doit l'intérêt renouvelé pour l'espace dans l'analyse des mobilisations. Tout d'abord, l'intérêt pour l'espace local conduit à être beaucoup plus précis sur les configurations dans lesquelles se déploient les mobilisations. Ensuite, la méthode ethnographique permet de saisir les interactions, spatialement configurées, entre individus. Enfin, le déploiement des mobilisations sur des causes globales, à l'échelle mondialisée, oblige à penser de manière fine les différents espaces de contestations et l'articulation entre eux. De ce fait, c'est par une approche théorique modeste et plutôt à travers des questionnements méthodologiques renouvelés que l'espace, s'il est entendu à la fois dans sa dimension physique et par les usages et les sens sociaux auquel il est attaché, peut être considéré dans cet ouvrage comme cadre, moyen et enjeu des mobilisations.

Depuis ce point de départ, les contributions présentées ici explorent quatre grandes pistes, qui constituent les quatre parties de l'ouvrage. La première s'attache à montrer comment la mobilisation est construite

symboliquement par l'espace. La deuxième montre comment l'espace participe à façonner les processus d'identification collective. La troisième propose une analyse des dispositifs physiques de l'occupation de l'espace et de son contrôle. Enfin, la quatrième prend en compte l'importance de la mobilité et de la circulation dans le rapport des groupes mobilisés aux espaces qu'ils investissent et dans les logiques de l'action collective.

En premier lieu, les auteurs réunis ici prêtent une attention particulière aux usages symboliques des espaces urbains par les groupes mobilisés ; usages qui se donnent à voir au chercheur dès le premier contact avec le terrain d'enquête. Anahi Alviso souligne ainsi de quelle façon les opposants au régime yéménite ont brandi des symboles et les ont agencés dans l'espace en fonction de leur visibilité médiatique. Positionnant les symboles dans l'espace de façon à ce qu'ils soient photographiés ou filmés, ils espèrent diffuser leur cause et sensibiliser le public. De leur côté, c'est plutôt la construction de l'unité et de la force de leur groupe que cherchent les ouvriers des usines en grève à Santiago du Chili, analysés ici par Franck Gaudichaud. Présenter les ateliers comme des « territoires libérés », et l'annoncer à l'aide d'affiches accolées au-dessus du portail d'entrée sert ainsi de symbole au contrôle politique exercé par les contestataires sur leur espace de travail.

De façon plus large, comme dans le cas de la Puerta del Sol où se sont installés les Indignés observés par Héloïse Nez en Espagne, les études de cas rassemblées ici rappellent que c'est bien parce que certains lieux sont « porteurs de sens », qu'ils deviennent à la fois enjeu et terrain de la contestation. Mais elles montrent aussi que les groupes mobilisés ont parfois recours à des mises en scènes spatiales destinées à construire la visibilité d'une cause ou à l'accroître. Appuyées sur la mobilisation de symboles, ces mises en scène constituent « des dispositifs de sensibilisation » (Traïni, Siméant, 2009 : 13) à destination des publics nationaux et internationaux, mais aussi des participants des mouvements eux-mêmes. La recherche d'un « effet spirale » *via* une visibilité à l'étranger peut reposer, par exemple, sur la diffusion de photographies et de vidéos, comme dans le cas des « Dames en blanc » observées par Marie Laure Geoffray à Cuba. Mais la mise en scène symbolique de la résistance et de son ancrage dans un espace que les contestataires s'approprient peut aussi être destinée à renforcer l'identité collective et la détermination des participants, par exemple dans le cas des Indignés à Madrid, analysé par Héloïse Nez. Les affrontements entre groupes mobilisés et autorités se tiennent donc dans des espaces urbains contestés, où ils se déploient sur des modes à la fois physiques et symboliques. Dans cet ouvrage, plusieurs

auteurs observent des processus d'appropriation d'espaces publics ou privés par des groupes contestataires et montrent, à ce sujet, comment les conflits s'expriment dans des concurrences de sens et dans des luttes pour la représentation des espaces, qu'il s'agisse des usines occupées à Santiago ou encore des places publiques de Madrid, Sanaa et La Havane.

Deuxièmement, les auteurs s'intéressent à la façon dont l'espace structure non seulement les ressources des groupes mobilisés mais aussi les représentations d'eux-mêmes et du conflit. Plusieurs des travaux réunis ici confirment que les configurations spatiales peuvent « fonctionner comme un vecteur d'identification et de mobilisation » (Hmed, 2009 : 221). Ils indiquent que, dans certains cas, les représentations collectives de l'espace appuient la production du groupe et du « nous ». Il peut s'agir, par exemple, de la constitution d'un 'cadre régional' comme dans le cas de la grève du Joint français analysée par Tudi Kernallegenn qui estime que l'espace « n'existe que par et à travers nos perceptions, interprétations, classifications, catégorisations et identifications ». Il peut aussi s'agir de l'ancrage des mobilisations dans certains lieux où le groupe se constitue concrètement, quand les individus s'y réunissent, que ce soit dans les cordons industriels (Franck Gaudichaud), sur les barrages de routes (Charlotte Pujol), ou sur les places publiques (Héloïse Nez, Anahi Alviso). Dans le cas des cordons industriels formés à Santiago entre 1970 et 1973, Franck Gaudichaud souligne que la mobilisation est structurée dans les espaces industriels de la ville mais aussi pensée à travers eux. Il s'agit de lieux où se concentre la production industrielle et où peut s'exercer la prise de contrôle, mais aussi d'espaces du quotidien des travailleurs, lieux de vie de la main d'oeuvre industrielle ou lieux de sociabilité professionnelle comme dans le cas de la salle des professeurs dans les collèges et lycées français observés par Aurélie Llobet. L'espace des mobilisations est alors constitué non seulement par les pratiques qui s'y déploient, mais aussi par les représentations qu'en ont les groupes qui y agissent. Ainsi la production du sens menée par les acteurs des mouvements sociaux prend-elle pour point de départ les espaces physiques dans lesquels se structure l'action collective.

Troisièmement, les interactions entre acteurs mobilisés et autorités s'actualisent dans l'espace. Façonné par les pratiques des groupes engagés, l'espace constitue à la fois un enjeu de pouvoir et un instrument de contrôle. Dans le cas des réunions publiques organisées par les sections locales du Parti socialiste en France, Martin Baloge met à jour la façon dont la disposition spatiale des salles de réunion est utilisée par les dirigeants de section comme mécanisme de cadrage de la prise de parole

militante. Si le degré de maîtrise des techniques de contrôle est variable selon les acteurs, et si ce contrôle est plus ou moins central pour les contestataires, il renvoie le plus souvent à des enjeux de pouvoir saillants, qu'il s'agisse d'occupations d'usines au Chili, ou bien des campements sur les places publiques espagnoles ou yéménites. De ces usages contestataires des espaces urbains naissent des segmentations, des articulations, des frontières entre les lieux, qui sont autant d'indications sur les rapports de pouvoir. Les espaces font ainsi l'objet de luttes concurrentielles, exprimées à travers l'usage d'un vocabulaire de l'offensive militaire, par exemple quand les Indigènes « prennent » ou « perdent » la place ; terminologie qui fait écho à celle des « invasions » de bâtiments ou de terrains, « pris » par les mouvements de mal logés ou de paysans sans terres en Amérique latine.

Pas toujours concurrents, ces usages peuvent être successifs et façonner les espaces de façon différente selon les périodes. Stéphane Tonnelat montre, par exemple, que l'histoire d'un lieu trace une 'carrière d'usage' construite par une succession de concurrences, de statuts, de pratiques. Situé sur la baie de l'Hudson à New York, l'espace de la jetée n°84 a été marqué par son environnement physique mais surtout par les activités d'engagement des individus qui se sont mobilisés pour défendre son ouverture au public. Ainsi les groupes mobilisés façonnent-ils les lieux de la contestation : ils les habillent de symboles, leurs donnent un sens et les occupent, les organisent, construisent leurs frontières, les nomment ; il en est de même du « territoire libéré » des cordons industriels, de la « place du changement » à Sanaa, ou encore de la station de métro Puerta del Sol renommée 'SOLution'...

Quatrièmement, l'observation de l'usage des espaces met en valeur les mobilités des acteurs de la contestation, ainsi que l'articulation entre plusieurs échelles spatiales, depuis le quartier jusqu'au transnational – échelles qui correspondent à des socialisations, des activités professionnelles, des pratiques et des répertoires d'action collective différents. Par exemple, à l'occasion de déplacements professionnels ou privés, les instituteurs mexicains suivis par Julie Métais circulent entre différents espaces : ils « descendent » de la Sierra pour mener leurs activités syndicales, se rendent à Mexico pour une manifestation, et jouent un rôle de « passeurs » du politique entre la capitale de l'État et les zones rurales isolées. Ces mobilités construisent des passerelles entre différents lieux et espaces sociaux.

Par ailleurs, l'engagement peut être associé à une intensification des mobilités et donc, à une pratique renouvelée des espaces. Charlotte Pujol observe ainsi que la participation aux mouvements de chômeurs se traduit,

pour les habitants des périphéries précaires de Rosario (Argentine), par une ouverture sur la ville quand ils sortent du quartier pour participer à différentes actions, notamment les blocages de routes. Ces mobilités, qui se distinguent par leur fréquence, par la familiarité avec le lieu de destination, ou encore par la distance entre les points de départ et d'arrivée, ont un effet sur les dispositions à l'engagement des individus mobilisés. Tant dans le cas des militants de Greenpeace interrogés à Rennes par Sylvie Ollitrault que dans celui des étudiants indigènes du Pérou (Doris Buu-Sao) et des militants noirs marrons de Guyane (Stéphanie Guyon), l'engagement « s'inscrit dans l'expérience migratoire » et dans celle des mobilités. Sylvie Ollitrault propose de rendre compte de l'effet des mobilités sur l'engagement par l'identification des « stocks d'expériences spatialisées » accumulés par les individus, les familles ou les groupes. Empruntant cette notion aux travaux de l'historien Paul-André Rosental (1999) sur l'exode rural au XIX^e siècle, elle indique que les expériences individuelles de déplacements sont l'occasion de l'acquisition de connaissances spatiales et d'espérances croissantes de mobilité qui affectent les dispositions individuelles à l'engagement : « pour observer les formes d'engagement contemporaines, il convient donc de questionner plus centralement, dans la trajectoire des militants ou acteurs mobilisés, la constitution de stocks d'expériences spatialisées » (cf. S. Ollitrault dans cet ouvrage).

Prêter attention à la dimension spatiale des mobilisations revêt différents intérêts immédiats. Pour l'enquêteur, cette approche enracine l'observation dans la réalité des expériences vécues par les groupes contestataires. Elle replace donc l'engagement dans le contexte des pratiques « ordinaires » et des activités quotidiennes, par exemple celles des circulations des *piqueteros* argentins dans leur ville, ou celle des déplacements pendulaires des instituteurs mexicains de l'État de Oaxaca, entre ville et campagnes. Dans d'autres cas, cette approche permet au contraire de saisir les ruptures introduites dans les habitudes sociales par un mouvement de contestation, par exemple quand des espaces publics font l'objet d'une appropriation. Ruptures ou continuités... dans tous les cas, la dimension spatiale permet de saisir les mobilisations au plus près des pratiques concrètes des acteurs, de *ce qu'ils font*.

Les différentes contributions rassemblées dans ce volume permettent ainsi d'approfondir la question de l'espace dans les mobilisations. Il peut s'agir de lieux de mobilisations conjoncturelles, qui marquent par l'occupation d'un espace la présence d'une mobilisation (comme le mouvement des Indignés à Madrid ou l'occupation de la place du Changement à Sanaa) ou qui délimitent des espaces mobilisés par rapport à d'autres (les cordons à

Santiago pendant le gouvernement Allende et les mobilités des *piqueteros* en Argentine). L'occupation de l'espace est parfois mouvante et dépend des formes de répression. Les groupes contestataires « prennent » ainsi certains lieux de manière très ponctuelle, en même temps qu'ils occupent des espaces virtuels, comme dans le cas des « Dames en blanc » à Cuba. Cet espace peut être aussi celui qui permet l'élargissement d'une cause, comme dans le cas de la grève du Joint français qui se construit comme une mobilisation régionale. Mais l'intérêt consiste aussi à comparer ces mobilisations particulières, conjoncturelles, à caractère exceptionnel, avec des formes plus routinières de définition et d'occupation de l'espace dans le cas de mobilisations qui ne sont pas fortement marquées par leur présence dans un lieu donné, à un moment déterminé. Des espaces très concrets, comme un ancien quai à New York peuvent faire l'objet de diverses mobilisations d'habitants qui ont plus largement pour enjeu l'usage collectif de l'espace urbain. Les lieux où se réunissent des sections locales du Parti socialiste en France, les espaces urbains définis par la politique de la ville en Guyane, les circulations entre lieux d'habitation, lieu de travail ou d'étude et lieu d'action militantes pour les étudiants indigènes au Pérou, pour les instituteurs mexicains du Oaxaca au Mexique ou pour des professeurs du second degré en France constituent autant d'espaces, symboliques, utilisés par les acteurs mobilisés et qui donnent sens à la fois à leurs actions et à leur capacité à intégrer de nouveaux membres dans leur mobilisation. Les militants de causes peuvent se servir de différentes échelles (locales, nationales, internationales) pour construire ainsi un espace élargi à leurs propres mobilisations.

Pour finir, quelques brèves remarques de méthode¹⁵. Pour prendre en compte la morphologie de « l'espace concret » (Hmed, 2009) et les conditions écologiques qui structurent un mouvement social, le chercheur peut s'efforcer de consigner « les caractéristiques spatiales d'un environnement physique, sa densité, sa distribution, sa composition, les relations sociales qui l'accompagnent ainsi que les activités spatiales routinières d'une population donnée » (Zhao, 1998 : 1523). À cette fin, les auteurs réunis dans cet ouvrage ont utilisé des sources diversifiées pour produire les données. Plusieurs d'entre eux proposent une ethnographie visuelle des mobilisations : ethnographie en situation et/ou un regard ethnographique qui s'appuie principalement sur l'analyse de photographies, prises par les acteurs de la contestation eux-mêmes et analysées en tant que telles (Anahí Alviso), ou encore issues d'archives de presse ou militantes

¹⁵ Pour un débat méthodologique sur « l'ethnographie » d'un événement politique éphémère, voir la conclusion collective de López-Saavedra, Tamayo, 2012.

(Franck Gaudichaud, Tudi Kernalegenn). Les slogans, affiches et graffitis fournissent aussi aux auteurs des informations précieuses sur les symboliques des espaces, ainsi que sur la terminologie utilisée par les groupes mobilisés pour les désigner ou pour qualifier les actions qu'ils mènent. Les sources de presse, malgré toutes les difficultés qu'elles posent, fournissent également des informations utiles, par exemple pour identifier des lieux de mobilisation ou reconstituer des parcours. Les archives des organisations d'action collective, par exemple celles des sections régionales de syndicats engagés dans une grève (Tudi Kernalegenn), peuvent aussi receler des informations sur les espaces mobilisés. Par ailleurs, plusieurs auteurs ont effectué un suivi des échanges sur facebook et twitter (Anahi Alviso, Héloïse Nez, Marie Laure Geoffray), de façon à saisir l'image que les acteurs cherchent à montrer d'eux-mêmes, les types d'interactions qu'ils choisissent de donner à voir, les discours qui s'échangent. Ces sites donnent aussi accès à des photographies et à différentes informations sur les espaces occupés ou traversés, par exemple quand ils servent à diffuser une convocation pour une manifestation ou une assemblée. Les entretiens avec les individus qui participent aux mobilisations permettent, entre autres, d'avoir accès aux représentations des espaces, et de recueillir des informations sur leurs mobilités. Enfin, parmi les instruments d'analyse à notre disposition, signalons l'intérêt de la cartographie pour penser les configurations spatiales, et celui des schémas pour mettre en valeur les dynamiques et les mobilités.

Première partie

LA CONSTRUCTION SYMBOLIQUE DE LA MOBILISATION PAR L'ESPACE

1

Faire d'un lieu un symbole politique

La photographie engagée sur la Place du Changement à Sanaa

Anahi ALVISO-MARINO

À la hauteur du check-point qui marquait l'une des entrées de la Place du Changement (*Sabat at-Taghyir*), créée à Sanaa (Yémen) devant l'Université nouvelle en février 2011, deux grandes banderoles souhaitaient aux passants la bienvenue sur la « terre de la liberté » et le « premier kilomètre de dignité » (Photo 1). C'était le début de la « révolution yéménite¹ » ou des mobilisations contestataires qui visaient à mettre fin au régime de 'Alî 'Abdallâh Sâleh, président depuis 1978². Après un contrôle de sécurité destiné à garantir le caractère pacifique du *sit-in* (*i'tissâm*), l'on entrait dans un espace inédit marqué par la créativité collective. La musique résonnait au rythme de chansons qui reprenaient des slogans chantés dans la rue même : *irhal ya 'Alî, irhal!* (« dégage ô 'Alî, dégage ! »). Les murs en ciment de la rue et les parois en plastique des tentes, couverts jusqu'au moindre espace, étaient décorés d'innombrables caricatures du président Sâleh, de photomontages ou de listes des objectifs des « jeunes de la révolution » (*shabâbath-thawra*) ainsi que par des affiches iconographiques rappelant celles produites pendant l'époque socialiste au Yémen du Sud. Au milieu de la rue qui menait à la scène principale devant les portes de l'université, les restes d'une voiture étaient exposés comme s'il s'agissait d'une sculpture : une plaque commémorative improvisée indiquait qu'il s'agissait de la voiture de militants pro-régime venus agresser les manifestants au tout début de la mobilisation, alors qu'ils étaient quelques dizaines à camper devant l'université. Brûlée par les manifestants, elle était maintenant érigée en symbole de la lutte et de la résistance. Si des check-points et des tentes plantées à même le bitume définissaient les limites physiques de la Place, des objets comme les banderoles en délimitaient les

¹ Catégorie descriptive employée par les acteurs de ce processus. Ce chapitre reprend leur langage, qui permet de restituer la radicalité du changement qu'ils revendiquent, à savoir la chute du régime plutôt que la réforme.

² Président de la République du Yémen de 1990 à 2012, Sâleh a également été président de l'ancienne République Arabe du Yémen du Nord de 1978 jusqu'à l'unification de 1990.

entrées symboliques dans un espace investi d'un nouveau sens à la suite de son occupation populaire. Ces mêmes banderoles ainsi que les tentes ou les divers objets qui peuplaient la Place (photomontages, pancartes, pins, drapeaux, etc.) jusqu'à l'ambiance festive et l'euphorie de la mobilisation ont été largement capturés par l'objectif de photographes qui se trouvaient parmi les « sit-inners » (*mu'tassimîn*). Leurs images, qui reflétaient notamment une photographie sociale autocentrée sur la vie de l'espace protestataire, ont ainsi contribué à ériger la Place en symbole politique de la contestation.

Photo 1 – « Bienvenus sur la terre de la liberté »
Place du Changement, Sanaa³.



Abdul Rahman Jaber© 2011

Les images de places et de rues occupées par des mouvements contestataires, tant au Yémen que dans d'autres pays arabes et européens ou nord-américains, ont révélé la centralité de ces espaces et de ce type de répertoire d'action dans les soulèvements populaires de 2011⁴. L'étude de l'impact du contexte spatial sur l'action collective ainsi que de son rôle

³À l'une des entrées de la Place où se trouvent un check-point et un groupe de volontaires qui réalise des fouilles, on lit sur les banderoles « Bienvenue sur le premier kilomètre de la dignité », « Bienvenue sur le premier kilomètre de la liberté ».

⁴ Dans le contexte des pays arabes voir sur Bahreïn : Khalaf, 2013 et Jadaliyya reports, 18 mars 2011 ; Oman : Valéri, 2011 ; Égypte : Austin Holmes, 2012 ; Yémen : Poirier, 2013.

pour stimuler ou maintenir l'engagement n'est pas nouvelle. La forme spécifique de l'espace, les usages sociaux que ses habitants en font, l'enjeu qu'il peut représenter pour les luttes, ainsi que son agencement, sa transformation ou sa subversion symbolique, ont fait l'objet de questionnements depuis les années 1970 et 1980. Ces derniers ont privilégié la morphologie, la topographie et la dimension humaine de l'espace et leurs liens avec l'action collective. Suivant cette approche, l'étude présentée ici s'est nourrie des travaux de Javier Auyero, Choukri Hmed, William H. Sewell Jr. et Charles Tilly, pour mener l'observation des espaces publics urbains occupés à Sanaa entre 2011 et 2013 en soutien au régime (Place de la Libération, *Maydan at-Tahrir*) et en faveur de son renversement (Place du Changement, *Sabat at-Taghyr*).

Des espaces diversifiés, comme les dortoirs estudiantins en Chine ou les mosquées au Maroc, ont été identifiés pour leurs fonctions et pour les réseaux de sociabilité qui se tissent en leur sein⁵. En l'absence de ces réseaux, le partage d'un même espace peut avoir des répercussions de même ordre, comme le démontre Asef Bayat dans le cas des vendeurs de rue iraniens (Bayat, 1997 et 2003). Le cas de Sanaa entre 2011 et 2013 est comparable dans la mesure où l'espace de la contestation y a été marqué par la sociabilité militante et estudiantine, tandis que l'espace occupé pour soutenir le régime, marqué par la présence de bâtiments publics, a été utilisé pour refléter une image de normalité en temps de crise.

Les études sur l'espace de l'action collective ont également signalé que l'espace offre des ressources mais aussi des obstacles aux contestations. Les réseaux de rues labyrinthiques de la ville de Patan au Népal représentaient des espaces protégés pour les militants qui, dans les années 1990, participaient à la restauration de la démocratie (Routledge, 1997). Dans le présent ouvrage, Héloïse Nez montre finement, dans le cas des *Indignados* espagnols en 2011, les avantages et les contraintes de l'utilisation des places publiques dans les processus de délibération en assemblées. Les contraintes spatiales peuvent constituer des ressources employées pour discipliner et contrôler la critique, par exemple dans les stratégies d'utilisation de l'espace public partisan par les militants du Parti socialiste en France, étudiées dans le chapitre rédigé par Martin Baloge. La manière dont les militants yéménites anti-régime ont vu leur action déterminée par l'espace qu'ils ne pouvaient pas occuper (Tahrir) ou qu'ils ont construit à partir de rien (Taghyr), apporte aussi des éléments à cette modalité de la réflexion topographique sur l'action collective.

⁵ Voir Zhao, 1998 ; et Cattedra et Idrissi-Janati, 2004.

À propos des pays arabes, la centralité des places publiques agencées par la contestation ainsi que le contrôle de la rue exercé par les régimes contestés ont été largement relevés et décrits, mais encore peu problématisés. Rares sont les chercheurs qui ont mobilisé l'approche des dynamiques spatiales dans les contextes révolutionnaires dans le sillage des travaux cités ci-dessus. Le travail de Jillian Schwedler (Schwedler, 2012) sur la géographie de la protestation en Jordanie constitue une claire exception. Amin Allal, Laurent Bonnefoy et Marine Poirier ont également nourri leur analyse de la contestation en Tunisie et au Yémen de l'utilisation de certains de ces outils⁶. Le présent chapitre s'inscrit, d'une part, dans un effort pour démontrer, à partir du cas yéménite, la centralité de l'espace dans l'action collective. D'autre part, il invite à interroger le rôle d'objets moins étudiés par la sociologie politique, comme l'enregistrement de la contestation par des photographes en phase de professionnalisation et qui s'engagent dans la contestation. Pour cela, l'aspect symbolique de l'espace de la contestation peut être abordé à travers l'observation du registre photographique produit par des artistes visuels engagés. Si la photographie peut servir, comme le signale Héloïse Nez, de « support de mémorisation afin d'analyser la dimension spatiale de l'action collective et de la délibération, en captant et en restituant les agencements spatiaux des lieux de réunion⁷ », elle est aussi une ressource pour l'action collective : employée par les photographes yéménites comme moyen d'action visant la sensibilisation, la publicité, la solidarité et le soutien à la cause révolutionnaire, et partagée publiquement à l'occasion des expositions, des publications et au travers d'outils internet tels que *Facebook*, la photographie engagée est aussi répertoire d'action. La Place étant l'espace d'action et de documentation privilégié par ces photographes, elle condense dans leurs images le symbole de la contestation contre le régime. Comme le signale Philippe Braud, « il y a symbole politique là où s'est opéré un travail culturel et politique de sédimentation de sens autour d'un signifiant » (Braud, 1996 : 88-89). C'est dans le passage d'un monde d'objets et d'espaces bruts, à un monde d'objets et d'espaces investis de sens (Braud, 1996), que se situe la photographie engagée. Ce passage est matérialisé à travers des images qui nous permettent de comprendre l'espace non pas uniquement en tant qu'objet, mais aussi en tant que processus. Analyser la contestation à travers le travail de photographes engagés permet d'interroger l'action contestataire à partir d'un registre

⁶ Voir Allal, 2012, p. 834. Ces trois auteurs signalent ces outils dans la *Revue française de science politique*, 2012, pp. 821-41 et 895-913.

⁷ Cf. chapitre 7.

visuel et symbolique produit par des individus qui, non seulement, occupent l'espace public ou participent aux manifestations, mais dont l'enregistrement photographique de ce même espace est employé, diffusé et publié en soutien à la cause révolutionnaire⁸. La photographie et sa diffusion permettent ainsi d'interroger des outils visuels en tant que ressources symboliques, leviers de mobilisation et éléments de construction de l'espace de la Place.

À partir d'un travail de terrain mené à Sanaa, je questionne l'espace de la contestation à travers un corpus d'images faites par des photographes que j'ai pu suivre en février et mars 2011, dans le prolongement d'une enquête réalisée depuis 2008 sur les liens entre arts visuels et politique. Ce travail de recherche se nourrit d'entretiens, d'interviews, et d'observations ethnographiques de situations liées à des activités artistiques variées. Ces choix relèvent d'un parti pris méthodologique car il n'existe, de fait, aucune recherche en langue étrangère dans le domaine de l'art yéménite et très peu de travaux de recherche en langue arabe, ceux-ci se réduisant généralement aux écrits des artistes eux-mêmes. Entre janvier et mars 2011, j'ai continué à rencontrer les artistes dans leurs espaces habituels de rencontre ainsi que dans les *sit-ins*, situés Place du Changement pour la contestation anti-gouvernementale et Place de la Libération pour le soutien au régime. Après mon rapatriement forcé pour des raisons sécuritaires en mars 2011, les données ont été collectées à partir d'un suivi des événements à distance (correspondance par courriel avec les artistes, revue de la presse yéménite) et au travers des outils Internet, *via Facebook* et *YouTube* en particulier⁹. Les images utilisées dans ce chapitre ont été envoyées par courriel par leurs auteurs¹⁰ pendant les premiers mois de la contestation en 2011 ou partagées sur *Facebook*.

⁸ N'est pris en compte ici que le travail de photographes ayant des liens avec des cercles artistiques. Le travail de Boëx, 2012 et 2013, approfondit la libéralisation de l'usage de l'image et de son partage par d'autres moyens dans le contexte syrien.

⁹ Cette méthode comprend des contraintes et des limites, en ce qui concerne l'accès à la production photographique des sujets étudiés, la reconstruction de discours lors d'échanges réalisés par Internet, l'absence d'observation directe, les autocensures prolongées, la dépendance par rapport aux photographes et aux imprévisibilités et hasards des réseaux sociaux comme *Facebook*.

¹⁰ Pour l'étude de l'engagement des artistes visuels sur la Place du Changement à Sanaa, douze artistes visuels, hommes et femmes, ont été identifiés. Une moitié est constituée par des photographes et une autre par des plasticiens. Les images publiées ici appartiennent à ces photographes qui ont moins de trente-cinq ans, et font partie des cercles artistiques locaux en tant que participants aux expositions organisées au Yémen ou à l'étranger et ont déjà (ou aspirent à avoir) une certaine reconnaissance parmi leurs pairs. Parmi ces